On reparle du Plan Zipfel

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **41 (1949)**

Heft 8

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-384618

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

On reparle du Plan Zipfel

Construction, organe officiel de la Fédération vaudoise des entrepreneurs, publie dans son numéro d'août une intéressante enquête intitulée « Serions-nous prêts à affronter une crise? ». M. Zipfel est la première personne interviewée, ce qui est assez naturel, compte tenu de son titre de délégué du Conseil fédéral aux possibilités de travail.

Après avoir fait le point dans les diverses branches de notre économie nationale qu'il estime encore assez bonne, M. Zipfel répond à l'enquêteur que les grands travaux de lutte contre le chômage prévus en 1942 existent toujours. Un nouvel inventaire des travaux publics envisagés est en cours. Alors que celui de 1942 atteignait déjà la somme de 4,5 milliards de francs, le nouveau atteindra probablement 6 milliards et même davantage. L'industrie privée n'a pas été oubliée dans ce plan grandiose, car, comme le fait très justement remarquer l'enquêteur, tous les ouvriers ne pourront pas se muer en manœuvres en cas de crise!

Comment envisage-t-on la couverture des dépenses? « Il faudra trouver de nouvelles possibilités pour le placement des capitaux dont nous disposons. Si l'on tient compte de la liquidité actuelle sur le marché des capitaux, l'Etat pourrait facilement se procurer des fonds en faisant un emprunt à 3%, par exemple. »

M. Zipfel ouvre une vaste perspective de crédits à l'étranger pour faciliter nos exportations; comme en témoigne cet instructif dialogue:

> Mais si M. Zipfel, de par sa fonction, se doit de préparer la mise en chantier de grands travaux de chômage, il n'ignore pas que ceux-ci alourdiront les charges publiques et provoqueront l'endettement du pays. Il a pensé que la grande liquidité de capitaux en Suisse pourrait nous permettre de combattre une crise éventuelle par d'autres moyens que l'unique organisation de chantiers.
>
> — Ce que les Américains ont fait, ne pourrions-nous pas le réaliser à notre tour? Qu'est-ce, dites-moi, que le Plan Marshall, sinon une lutte en grand contre le chômage? Avec nos capitaux privés, ne pourrions-nous pas faire de même?
>
> — Il s'agirait donc, selon vous, d'exporter des capitaux suisses?
>
> — Disons plutôt que nous ouvririons des crédits à l'étranger, pour que celui-ci achète des produits suisses. Que nous servirait-il, en effet, de disposer de magnifiques palais pour notre administration si nos ouvriers n'ont pas de travail. Tandis que nous aurions bien d'autres possibilités. Par exemple, nous pourrions ouvrir des crédits à long terme. Supposons le pire: c'est-à-dire que les crédits ne soient pas remboursés.

Dans ce cas, nous aurons fait un cadeau à l'étranger, c'est vrai. Mais à part les matières premières, qu'en général nous importons, tout le travail, les salaires, les frais généraux, etc. resteraient dans le pays. On pourrait trouver une solution qui ne coûterait pas cher à l'Etat. Par exemple, l'Etat garantirait une partie des fonds qui seraient ainsi exportés. Ce problème fait actuellement l'objet de discussions.

Et M. le délégué du Conseil fédéral aux possibilités de travail conclut par ces paroles réconfortantes: « Il n'y a donc pas de crise. Et ce qu'il faut combattre avant tout: *c'est la psychose de crise.* Il n'y a rien de tel pour paralyser les affaires et provoquer une crise véritable. »

Nous sommes parfaitement d'accord: Il faut tout faire pour assurer la sécurité de l'emploi des travailleurs suisses. Ce doit être le mot d'ordre des autorités communales, cantonales et fédérales, des associations d'employeurs et de travailleurs, des patrons pris individuellement, des partis politiques suisses et de tout le peuple suisse.

Car il ne faut pas oublier que la paix sociale et même la démocratie politique dépendent de l'occupation de la main-d'œuvre et de son standard de vie. Nous avons tous intérêt à battre les spéculateurs politiques de la misère sur le champ de bataille économique.

Le mouvement d'éducation ouvrière en Belgique

Par *Léon Delsinne*

On ne peut apprécier objectivement le mouvement d'éducation ouvrière en Belgique sans un examen — nécessairement rapide — du milieu où il s'est développé.

Les territoires qui constituent la Belgique d'aujourd'hui n'ont pas seulement été au centre de l'activité économique européenne du XII^e^ au XVI^e^ siècle, ils ont été le siège de foyers artistiques et intellectuels parmi les plus brillants de cette longue période. Les cathédrales et les hôtels de ville, les sculptures, dont les auteurs ont essaimé à travers toute l'Europe occidentale, les toiles de peintres qui, sans être aussi nombreux, prennent place à côté de ceux des écoles italiennes, les écrits des savants, au premier rang desquels brillent les noms de l'anatomiste Vésale, du géographe Mercator et du philosophe Erasme, témoignent d'un éclat toujours vivace.

Par contre, les deux siècles qui ont suivi ont été particulièrement sombres. Ces régions de commerce international ont été séparées du monde économique par des événements politiques qui en ont fait un lieu de passage pour toutes les armées des pays voisins. Les invasions qui se sont succédées, les barrières élevées aux frontières, ont obligé une population laborieuse à vivre repliée sur elle-même,